

APPEL NON SURTAXE

deces.cp@klesia.fr

RENSEIGNEMENT À FOURNIR PAR L'EMPLOYEUR

Date d'entrée dans l'entreprise* :

Date de sortie de l'entreprise* :

Motif* :

☐ Licenciement

☐ Démission

☐ Décès

Date de suspension du contrat de travail :

Motif du congé :

☐ Sabbatique

☐ Parental

☐ Création d'entreprise

☐ Formation sans maintien de salaire

Catégorie professionnelle de l'emploi de l'assuré :

☐ Non Cadre

☐ Cadre

Au moment du sinistre l'assuré était :

☐ En Invalidité : préciser la date d'effet de la pension d'invalidité

☐ En arrêt de travail depuis le :

☐ Autres (préciser le motif)

SALAIRE DE L'ASSURÉ

Les salaires qui ont donné lieu au paiement des cotisations à Carcept-PRÉVOYANCE au cours de la période précédant :
Soit la date de l'invalidité ou du décès, si inexistence d'un arrêt de travail précédent l'invalidité ou le décès.
Soit la date du dernier jour travaillé, si l'invalidité ou le décès a été précédé(e) d'un arrêt de travail

Périodes **	Début de période M / AAAA*	Fin de période M / AAAA*	Salaires bruts hors primes*	Primes*	Total*
Dernier mois civil de pleine activité					
12 derniers mois de travail de pleine activité ¹					
4 derniers trimestres civils de pleine activité					
3 derniers mois de pleine activité					

L'entreprise certifie par la présente déclaration et atteste que l'assuré, M..... appartenait à la catégorie de personnel visée par les dispositions du contrat souscrit auprès de la CARCEPT-Prévoyance et figurait sur ses contrôles à la date de l'événement mettant en cause ces garanties.

Fait à le

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, S'ADRESSER À

M/Mme.....

Tel

E-Mail

MENTION OBLIGATOIRE

Cachet et signature de l'employeur

* À compléter impérativement
** À compléter en fonction des garanties souscrites
1. En cas de suspension du contrat de travail suite à un arrêt de travail maladie ou AT/MP, ou un congé maternité, paternité, il y a lieu de reconstituer le salaire. Pas de reconstitution de salaire pour tout autre motif que ceux énoncés ci-dessus.

Conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier au règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016, les informations transmises via ce questionnaire sont destinées à KLESIA Prévoyance en sa qualité de responsable du traitement, et pourront être transmises aux entités de KLESIA (AMK) ainsi qu'à ses éventuels réassureurs, prestataires et délégataires de gestion. Vos données sont collectées pour la gestion administrative de votre dossier dans le cadre de notre relation contractuelle. Nous utilisons également vos données en vue de respecter nos obligations légales et réglementaires, en particulier afin de lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et contre la fraude à l'assurance. Les données sont conservées durant toute la durée de l'exécution de votre contrat, puis jusqu'aux termes des délais de prescription légaux. Vous pouvez demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité, le retrait du consentement au traitement de vos données personnelles, nous indiquer les directives quant à l'utilisation de vos données après votre décès, ainsi que limiter ou vous opposer au traitement en écrivant à info.cnil@klesia.fr ou à KLESIA - Service INFO CNIL CS 30027, 93108 Montreuil cedex. Veuillez noter, toutefois, que certaines données peuvent être exclues de ces demandes dans certaines circonstances, notamment si nous devons continuer à traiter vos données pour servir nos intérêts légitimes ou respecter une obligation légale. Afin de nous permettre de confirmer votre identité en cas de doute, un justificatif d'identité pourra vous être demandé. Nous conserverons une copie de votre pièce d'identité pendant une durée maximale d'un an. KLESIA prend les mesures conformes à l'état de l'art afin d'assurer la sécurité et la confidentialité de vos données conformément à la réglementation en vigueur. Vous pouvez saisir directement la CNIL à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE EN CAS DE DÉCÈS

Pièces à fournir dans tous les cas	Pièces justificatives de la situation familiale	Pièces à fournir pour les enfants à charge
<ul style="list-style-type: none"> ■ L'acte de naissance de l'assuré avec mentions marginales établi postérieurement au décès. ■ L'acte de naissance avec mentions marginales de moins de trois mois de chaque bénéficiaire. ■ Le Relevé d'Identité Bancaire de chaque bénéficiaire. ■ La carte nationale d'identité ou passeport de chaque bénéficiaire en cours de validité. ■ Demande de capital complétée par l'employeur (tampon commercial, signature et date). <p>En cas de rupture du contrat de travail</p> <p>■ En cas de licenciement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La notification de prise en charge délivrée par le Pôle Emploi mentionnant la date de début d'indemnisation et les jours de carence appliqués. ■ L'attestation du Pôle Emploi mentionnant le versement de l'allocation chômage. <p>■ En cas de maladie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'attestation de la Sécurité sociale mentionnant le versement d'indemnités journalières du dernier jour de travail jusqu'à la date de décès. <p>■ En cas d'invalidité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Les 3 derniers talons de paiement de la pension d'invalidité précédant la date de décès. 	<p>En cas de célibat / divorce/séparation/ veuvage :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Un acte de notoriété ou une attestation dévolutive en l'absence de succession. <p>En cas de mariage /PACS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'acte de naissance avec mentions marginales de moins de trois mois du conjoint ou partenaire de PACS. ■ Le dernier avis d'imposition. ■ L'attestation de non séparation. <p>En cas de concubinage :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'acte de naissance avec mentions marginales de moins de trois mois du concubin. ■ 2 justificatifs de domicile de moins de trois mois à la date du décès : justificatifs au nom des 2 concubins ou de chacun d'eux à la même adresse. Si aucun enfant n'est issu de l'union, il sera demandé en plus 2 justificatifs de domicile attestant des 2 années de vie commune précédant le décès : factures ou quittances. ■ Le dernier avis d'imposition sur les revenus de l'assuré et du concubin. ■ L'attestation de non séparation. 	<p>Pour les enfants de plus de 16 ans jusqu'à 26 ans :</p> <p>Si poursuite d'études ou apprentissage :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Le certificat de scolarité en vigueur à la date du décès. <p>Pour les enfants en recherche d'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Le justificatif d'inscription au Pôle Emploi en vigueur à la date du décès (jusqu'à 21 ans). <p>Pour les enfants en situation de handicap :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'attestation de paiement par la Caisse d'Allocation Familiale de l'AAH. <p>En cas de divorce ou séparation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La copie du jugement relatif au versement de la pension alimentaire. ■ La copie de l'attestation de droits Sécurité sociale (attestation VITALE). ■ Le dernier avis d'imposition de l'assuré.
<p>En cas de décès accidentel :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Le procès-verbal de gendarmerie ou de police accompagné du rapport d'analyses toxicologiques. 	<p>En cas de décès survenu au cours la première année d'affiliation à notre régime de prévoyance</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Un certificat médical précisant la date de survenance de la pathologie ayant entraîné le décès et la cause du décès. ■ L'attestation de Sécurité sociale mentionnant le versement d'indemnités journalières du dernier jour de travail jusqu'à la date du décès. 	<p>En cas d'invalidité absolue et définitive</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La notification d'invalidité. ■ Le dernier talon de paiement de la pension d'invalidité.
<p>Frais d'obsèques</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La facture des frais d'obsèques avec mention "acquittée" et nom du payeur. ■ La carte nationale d'identité ou passeport du payeur en cours de validité. ■ Le RIB du payeur. 	<p>Décès enfant</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'acte de naissance de l'enfant décédé avec mentions marginales établi postérieurement au décès. ■ L'acte de naissance de l'assuré avec mentions marginales établi postérieurement au décès. ■ La carte nationale d'identité ou passeport du payeur en cours de validité. ■ Le RIB du payeur. ■ La facture des frais d'obsèques avec mention "acquittée" et nom du payeur. 	<p>Décès conjoint</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'acte de naissance de l'assuré avec mentions marginales établi postérieurement au décès. ■ L'acte de naissance du conjoint décédé avec mentions marginales établi postérieurement au décès. ■ La facture des frais d'obsèques avec mention "acquittée" et nom du payeur. ■ La carte nationale d'identité ou passeport du payeur en cours de validité. ■ Le RIB du payeur.
<p>Rentes éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Le justificatif de scolarité. <p>Pour les enfants mineurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La copie de l'attestation de droits (attestation VITALE) du destinataire de paiement (parent/tuteur) ainsi que celle de l'enfant. ■ Le RIB du destinataire de paiement (parent/tuteur). ■ La carte nationale d'identité ou passeport du payeur en cours de validité du destinataire de paiement. 	<p>Pour les enfants majeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'attestation de droits (attestation VITALE) de l'enfant majeur. ■ Le RIB de l'enfant majeur. ■ La carte nationale d'identité ou passeport de l'enfant majeur en cours de validité. 	
<p>Rentes temporaire de conjoint</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'attestation de droits (attestation VITALE) du conjoint. ■ Le RIB du bénéficiaire. ■ La carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité du conjoint. ■ Le dernier avis d'imposition. ■ La notification de non perception de la pension de réversion. 	<p>Rentes viagères de conjoint</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'attestation de droits (attestation VITALE) du conjoint. ■ Le RIB du bénéficiaire. ■ La carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité du conjoint. ■ Le dernier avis d'imposition. 	

PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE EN CAS D'INVALIDITÉ

Pièces à fournir dans tous les cas

- La notification d'attribution de la pension d'invalidité délivrée par la Sécurité sociale.
- L'acte de naissance de l'assuré avec mentions marginales de moins de trois mois.
- Le Relevé d'Identité Bancaire de l'assuré.
- La carte nationale d'identité ou passeport de l'assuré en cours de validité.
- La demande de capital complétée par l'employeur (tampon commercial, signature et date).

En cas de rupture du contrat de travail En cas de maladie

- L'attestation de la Sécurité sociale mentionnant le versement d'indemnités journalières du dernier jour de travail jusqu'à la date de l'invalidité.

En cas de changement de catégorie d'invalidité I à II

- Les 3 derniers talons de paiements de la pension d'invalidité précédant le changement de catégorie.
- La notification de prise en charge délivrée par le Pôle Emploi mentionnant la date de début d'indemnisation et les jours de carence appliqués.

En cas de licenciement

- L'attestation du Pôle Emploi mentionnant le versement de l'allocation chômage.
- La notification de prise en charge délivrée par le Pôle Emploi mentionnant la date de début d'indemnisation et les jours de carence appliqués.

Rentes éducation (en cas d'IV III)

- Le justificatif de scolarité.
- Attestation de droits (attestation VITALE) de l'assuré ainsi que celle de l'enfant.
- Le RIB de l'assuré.
- La carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité de l'assuré.

Pièces justificatives de la situation familiale

En cas de mariage /PACS :

- L'acte de naissance avec mentions marginales de moins de trois mois du conjoint ou partenaire de PACS.
- Le dernier avis d'imposition.
- L'attestation de non séparation.

En cas de concubinage :

- L'acte de naissance avec mentions marginales de moins de trois mois du concubin.
- 2 justificatifs de domicile de moins de trois mois à la date de l'invalidité : justificatifs au nom des 2 concubins ou de chacun d'eux à la même adresse. Si aucun enfant n'est issu de l'union, il sera demandé en plus 2 justificatifs de domicile attestant des 2 années de vie commune précédant la date de l'invalidité : factures ou quittances.
- Le dernier avis d'imposition sur les revenus de l'assuré et du concubin.
- L'attestation de non séparation.

Rentes de conjoint (en cas d'IV III)

- L'attestation de droits (attestation VITALE) de l'assuré.
- Le RIB de l'assuré.
- La carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité de l'assuré.

Pièces à fournir pour les enfants à charge

- L'acte de naissance avec mentions marginales de moins de trois mois de chaque enfant.

Pour les enfants de plus de 16 ans jusqu'à 26 ans :

Si poursuite d'études ou apprentissage :

- Le certificat de scolarité en vigueur à la date de l'invalidité.

Pour les enfants en recherche d'emploi (jusqu'à 21 ans) :

- Le justificatif d'inscription au Pôle Emploi en vigueur à la date de l'invalidité.

Pour les enfants en situation de handicap :

- L'attestation de paiement par la Caisse d'Allocations Familiales de l'AAH en vigueur à la date de l'invalidité.

En cas de divorce ou séparation

- La copie du jugement relatif au versement de la pension alimentaire.
- La copie de l'attestation de droits (attestation VITALE).
- Le dernier avis d'imposition de l'assuré.

COUPON RÉPONSE DEMANDE DE PRESTATION DÉCÈS

CAPITAL DÉCÈS 2
CS 30027
93108 MONTREUIL CEDEX

IMPORTANT
POUR TOUTE CORRESPONDANCE, MERCI DE JOINDRE CE COUPON RÉPONSE
À NOUS RENVoyer À L'ADRESSE CI-DESSUS

